

**ARRÊTÉ
D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE RELATIF A L'EXPLOITATION D'UNE
INSTALLATION DE GALVANISATION A CHAUD**

PRESTIA GALVALEK

Commune de Carpiquet

LE PRÉFET,

Vu la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite IED ;

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V, ainsi que la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte du 24 octobre 2023 abrogeant les garanties financières pour les installations visées au 5° du R516-1 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement, et notamment son article 64 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié, relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510, 4741 ou 4745 » ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

Vu le Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau Orne aval Seulles en vigueur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juin 2007 actualisant les prescriptions de fonctionnement de la société GALVALEK sur la commune de Carpiquet ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2014 actant le montant des garanties financières pour la société GALVALEK sur la commune de Carpiquet ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juin 2022 actualisant les prescriptions de fonctionnement de la société GALVALEK sur la commune de Carpiquet ;

Vu le rapport de base du 8 novembre 2023 (Inovadia, version 1), transmis en application de la directive IED, par la société PRESTIA GALVALEK, dont le siège social est situé au 171 rue du Poirier – 14 650 CARPIQUET,

Vu le dossier de réexamen de novembre 2023 (BREF FMP – Ferrous Metals Processing Industry), dont les conclusions ont été publiées au journal officiel de l'Union européenne le 4/11/2022, en application de la directive IED, transmis par la société PRESTIA GALVALEK, dont le siège social est situé au 171 rue du Poirier – 14 650 CARPIQUET,

Vu le dossier de porter à connaissance du 15 novembre 2023 modifié, présenté par la société PRESTIA GALVALEK, dont le siège social est situé au 171 rue du Poirier – 14 650 CARPIQUET, à l'effet de moderniser son installation de traitement de surface et de galvanisation à chaud ;

Vu la notice d'incidence Loi sur l'eau relative à la pose des piézomètres dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines de janvier 2024 ;

Vu les avis exprimés par les services consultés ;

Vu le rapport et les propositions en date du 1er août 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 30 août 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu le courriel du pétitionnaire PRESTIA GALVALEK, en date du 9 septembre 2024 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 181-46 du code de l'environnement prévoit que toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 181-3 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les modifications des conditions d'exploitation susvisées, sollicitées par la société PRESTIA GALVALEK constituent un changement notable mais non substantiel au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il est néanmoins nécessaire de modifier et de compléter par voie d'un arrêté préfectoral complémentaire les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ;

CONSIDÉRANT que les dispositions du présent arrêté ne sont pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du demandeur conformément aux dispositions du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général ;

ARRÊTE :

Sommaire

Titre 1 Portée de l'autorisation et conditions générales.....	6
Article 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	6
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations.....	6
1.1.3 Autorisations embarquées.....	6
1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	6
Article 1.2 Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs.....	7
Article 1.3 Nature des installations.....	7
1.3.1 Réglementation IED.....	8
1.3.1.1. Système de management environnemental (SME).....	8
1.3.1.2. Inventaire des produits chimiques.....	10
1.3.1.3. Système de gestion des produits chimiques (SGPC).....	10
1.3.1.4. Plan d'efficacité énergétique.....	11
1.3.2 Consistance des installations.....	11
Article 1.4 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	12
Article 1.5 Modifications et cessation d'activité.....	12
1.5.1 Modifications - Porter à connaissance.....	12
1.5.2 Transfert sur un autre emplacement.....	12
1.5.3 Transfert d'autorisation - changement d'exploitant.....	12
1.5.4 Cessation d'activité.....	13
Article 1.6 Garanties financières.....	13
Article 1.7 Réglementation applicable.....	13
Article 1.8 Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	14

Article 1.9 Objectifs généraux.....	14
Article 1.10 Consignes.....	14
1.10.1 Plan de gestion des OTNOC (conditions d'exploitations autres que normales).....	15
Article 1.11 Rapport d'incident ou d'accident.....	16
Titre 2 Protection de la qualité de l'air.....	17
Article 2.1 Conception des installations.....	17
2.1.1 Conduits et installations raccordées.....	17
2.1.2 Conditions générales de rejet.....	17
Article 2.2 Limitation des rejets.....	17
2.2.1 Dispositions générales.....	17
2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	18
Article 2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	19
2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	19
2.3.2 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	19
Titre 3 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	20
Article 3.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	20
Article 3.2 Conception et gestion des réseaux, et points de rejet.....	20
3.2.1 Points de rejet.....	20
3.2.2 Dispositions générales.....	21
3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	21
3.2.4 Consommation d'eau spécifique.....	22
3.2.5 Plan des réseaux.....	23
Article 3.3 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	23
3.3.1 Surveillance des sols.....	23
3.3.2 Surveillance des eaux de surface.....	24
3.3.3 Surveillance des eaux souterraines.....	24
3.3.3.1. Implantation des ouvrages.....	24
3.3.3.2. Réseau et programme de surveillance.....	24
Article 3.4 Plan de gestion de l'eau.....	25
Titre 4 Autorisations embarquées et mesures compensatoires.....	26
Article 4.1 Mesures compensatoires non liées à des autorisations embarquées.....	26
4.1.1 Mesures de compensation.....	26
Titre 5 Protection du cadre de vie.....	27
Article 5.1 Niveaux acoustiques.....	27
5.1.1 Valeurs Limites d'émergence.....	27
5.1.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	27
Article 5.2 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	27
Article 5.3 Limitation des émissions lumineuses.....	27
Article 5.4 Plan de gestion du bruit et des vibrations.....	27
Titre 6 Prévention des risques technologiques.....	29
Article 6.1 Conception des installations.....	29
6.1.1 Organisation générale de l'établissement.....	29
6.1.2 Dispositions constructives et comportement au feu.....	29
6.1.3 Désenfumage.....	30
6.1.4 Organisation des stockages.....	30
6.1.5 Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	30
6.1.6 Installations électriques.....	30
6.1.7 Contrôle électrique et de terre.....	31
6.1.8 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	31
6.1.9 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles...31	
6.1.10 Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses. 32	

Article 6.2 Autres dispositifs et mesures de prévention des accidents.....	32
6.2.1 Localisation des risques.....	32
6.2.2 Dispositions générales.....	32
6.2.3 Vérification périodique et maintenance des équipements.....	33
6.2.4 Dispositions d'exploitation.....	33
Article 6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	35
6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie.....	35
Titre 7 Prévention et gestion des déchets.....	36
Article 7.1 Conception des installations.....	36
Article 7.2 Production de déchets sur site.....	36
Article 7.3 Limitation du stockage sur site.....	36
Article 7.4 Déchets de zinc.....	36
Article 7.5 Plan de gestion des déchets.....	36
Titre 8 Surveillance des émissions et de leurs effets.....	38
Article 8.1 Principes de l'autosurveillance.....	38
Article 8.2 Mesures comparatives.....	38
Article 8.3 Contenu du programme d'autosurveillance.....	38
8.3.1 Dispositions générales.....	38
8.3.2 Autosurveillance des installations.....	38
8.3.3 Autosurveillance des bains de traitement.....	39
8.3.4 Autosurveillance des émissions atmosphériques.....	39
8.3.5 Autosurveillance des prélèvements d'eau.....	39
8.3.6 Autosurveillance des eaux pluviales.....	39
8.3.7 Autosurveillance des niveaux sonores.....	40
8.3.8 Autosurveillance des eaux souterraines.....	40
8.3.9 Autosurveillance des sols.....	40
Article 8.4 Suivi, interprétation et diffusion des résultats.....	40
Article 8.5 Déclaration GEREPE.....	40
Article 8.6 Bilan environnemental (IED).....	40
Titre 9 Dispositions finales.....	42
Article 9.1 Caducité.....	42
Article 9.2 Délais et voies de recours.....	42
Article 9.3 Publicité.....	42
Article 9.4 Exécution.....	42

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société PRESTIA GALVALEK, SIRET 328 591 227 00025, dont le siège social est situé à 171 rue du Poirier – 14 650 CARPIQUET, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de son installation sur le territoire de Carpiquet, au 71 rue du Poirier – 14 650 CARPIQUET (coordonnées Lambert 93 : X= 448 036 m et Y=6 904 944 m), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Communes	Section	Parcelle
Carpiquet	BA	99
Carpiquet	B	113
Carpiquet	B	114

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 27 547m².

1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'arrêté de prescriptions applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.3 ci-dessous.

Article 1.2 Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

L'arrêté préfectoral du 26 juin 2007 définissant les prescriptions de fonctionnement du site PRESTIA GALVALEK de Carpiquet est abrogé.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2014 actant le montant des garanties financières est abrogé.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juin 2022 actualisant les prescriptions de fonctionnement est abrogé.

Article 1.3 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rub. ICPE	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime*
3230-c rubrique principale IED	Transformation des métaux ferreux : Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure (A)	25 000 tonnes/an soit 10 t / h.	A
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m3	11 cuves de capacité unitaire de 38m³ : - 2 cuves de dégraissage (*) - 1 cuve de dézingage (**) - 1 cuve de fluxage (***) - 6 cuves de décapage (****) - 1 cuve de passivation sans chrome 6 après galvanisation	A

		Soit un volume total de 418 m³ (*) mention de danger : H290, H314 (**) mention de danger : H290, H314, H335 (***) mention de danger : H302, H314, H318, H335, H400, H410 (****) mention de danger : H290, H314, H317, H335	
2567-1a	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant : a) Supérieur à 1 000 l (A) b) Supérieur à 100 l, mais inférieur ou égal à 1 000 l (DC)	Creuset de 44,5 m³	A
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t (A) 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)	Capacité maximale de 52,5 tonnes Produits de toxicité aiguë pour l'environnement de catégorie 1 (mention de danger H400) : - chlorure de zinc 40 % : 3 t - diammonium tetrachlorozincate : 2,7 t - bain de fluxage : 46,8 t (densité de 1,231)	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Le site est non classé notamment au titre des rubriques ICPE n°1435, 2910-A2, 4734-1 et 2925.

Rubrique IOTA (avec alinéa)	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation (détailler)	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	4 piézomètres	D
2.1.5.0-2	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	La surface totale du site PRESTIA GALVALEK est de 2,75 ha.	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.3.1 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, **la rubrique principale est la rubrique 3230** relative à la transformation des métaux ferreux par application de couches de protection en fusion et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FMP (transformation de métaux ferreux).

Conformément aux dispositions de l'article R. 515-68, le périmètre des installations couvertes par la section 8 du chapitre V du titre I^{er} du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement est rappelé en annexe 1 du présent arrêté.

Le périmètre IED comprend :

- le bâtiment principal existant dans lequel sont exploités le bain de galvanisation et les bains de traitement de surface ;
- les équipements connexes à ses installations (séchoir, zone de stockage des matières premières et des déchets, zone de stockage des matériaux traités, stockage de fioul alimentant le groupe électrogène).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF FMP « Industries de transformation des métaux ferreux » ont été publiées au journal officiel de l'Union Européenne le 4 novembre 2022.

Le dossier de réexamen est daté de novembre 2023.

Le rapport de base daté de novembre 2023 conclue au fait que des investigations complémentaires dans les sols à proximité immédiate des installations IED doivent être réalisées.

Le rapport de base (Inovadia réf. C26-036 v1) actualisé sera transmis en 2024.

Ce rapport sera réactualisé ou complété en 2026 avec les analyses de sols réalisées notamment au niveau des anciennes cuves de traitement de surface.

1.3.1.1. Système de management environnemental (SME)

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental approprié présentant toutes les caractéristiques suivantes :

- i. Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement, y compris de la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un système de management environnemental efficace.
- ii. Analyse visant notamment à déterminer le contexte dans lequel s'insère l'organisation, à recenser les besoins et les attentes des parties intéressées, à mettre en évidence les caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement (ou la santé humaine), ainsi qu'à déterminer les exigences légales applicables en matière d'environnement.
- iii. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation.
- iv. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables.
- v. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux.
- vi. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires.
- vii. Garantir (par exemple, par l'information et la formation) la compétence et la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation.
- viii. Communication interne et externe.
- ix. Inciter les travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental.
- x. Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que de registres pertinents.
- xi. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces.
- xii. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés.
- xiii. Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences (environnementales) défavorables des situations d'urgence.
- xiv. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise à l'arrêt définitif.
- xv. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage; si nécessaire, des informations peuvent être obtenues dans le rapport de référence du JRC relatif à la surveillance des émissions dans l'air et dans l'eau provenant des installations relevant de la directive sur les émissions industrielles.
- xvi. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur.
- xvii. Audits indépendants internes (dans la mesure du possible) et externes réalisés périodiquement pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le système de management environnemental respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour.

xviii. Evaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels.

xix. Revue périodique, par la direction, du système de management environnemental et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité.

xx. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.

Le SME intègre également les éléments suivants :

xxi. un inventaire des produits chimiques utilisés par les procédés et des flux d'effluents aqueux et gazeux (article 1.3.1.2 du présent arrêté) ;

xxii. un système de gestion des produits chimiques (article 1.3.1.3 du présent arrêté) ;

xxiii. un plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements (article 8.3.2 du présent arrêté) ;

xxiv. un plan de gestion des OTNOC (article 1.10.1 du présent arrêté) ;

xxv. un plan d'efficacité énergétique (article 1.3.1.4 du présent arrêté) ;

xxvi. un plan de gestion de l'eau (article 3.4 du présent arrêté) ;

xxvii. un plan de gestion du bruit et des vibrations (article 5.4 du présent arrêté) ;

xxviii. un plan de gestion des résidus (article 7.5 du présent arrêté) ;

1.3.1.2. Inventaire des produits chimiques

Afin de faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air, l'exploitant tient à jour et révise régulièrement (notamment lorsqu'un changement notable se produit), un inventaire des produits chimiques entrant dans les procédés et des flux d'effluents aqueux et gazeux, dans le cadre du SME présentant toutes les caractéristiques suivantes:

i) des informations sur les procédés de production, y compris:

a) des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions,

b) des descriptions des techniques intégrées aux procédés et de traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances;

ii) des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment:

a) valeurs moyennes et variabilité de débit, de pH, de température et de conductivité,

b) valeurs moyennes de concentration et de flux massique des substances pertinentes (par exemple, matières en suspension totales, COT ou DCO, indice hydrocarbure, phosphore, métaux, fluorures) et variabilité de ces paramètres;

iii) des informations sur la quantité ou les caractéristiques des produits chimiques entrant dans les procédés:

a) l'identité et les caractéristiques des produits chimiques, y compris les propriétés ayant des effets néfastes sur l'environnement et/ou la santé humaine,

b) les quantités de produits chimiques utilisés et le lieu de leur utilisation;

iv) des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment:

a) valeurs moyennes et variabilité de débit et de température,

b) valeurs moyennes de concentration et de flux massique des substances pertinentes (par exemple, poussière, NOx, SO₂, CO, métaux, acides) et variabilité de ces paramètres,

c) présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux (par exemple, oxygène, azote, vapeur d'eau) ou sur la sécurité de l'unité (par exemple, hydrogène).

Le niveau de détail de l'inventaire est généralement fonction de la nature, de la taille et de la complexité de l'unité, ainsi que de ses diverses incidences environnementales possibles.

Le premier inventaire est établi au plus tard le 4 novembre 2026.

1.3.1.3. Système de gestion des produits chimiques (SGPC)

i. Une politique de réduction de la consommation des produits chimiques et des risques liés à ces derniers, y compris une politique d'achat visant à sélectionner des produits chimiques moins nocifs et leurs fournisseurs dans le but de réduire au minimum l'utilisation et les risques des substances dangereuses et d'éviter l'achat d'une quantité excessive de produits chimiques. La sélection des produits chimiques entrant dans les procédés peut notamment tenir compte des éléments suivants:

- a) leur capacité à être éliminés, leur écotoxicité et leur potentiel de rejet dans l'environnement afin de réduire les émissions dans l'environnement,
- b) la caractérisation des risques associés aux produits chimiques entrant dans les procédés, sur la base des mentions de danger relatives aux produits, du cheminement de ces derniers dans l'unité, des rejets potentiels et du niveau d'exposition,
- c) l'analyse régulière (par exemple, annuelle) des possibilités de remplacement des substances dangereuses par de nouvelles solutions disponibles et plus sûres (par exemple, l'utilisation dans les procédés d'autres produits chimiques ayant des incidences environnementales nulles ou moindres),
- d) le suivi anticipé des modifications réglementaires liées aux produits chimiques dangereux et la garantie du respect des dispositions juridiques applicables.

L'inventaire des produits chimiques entrant dans les procédés peut servir de base à la sélection de ces produits chimiques;

ii. Des objectifs et des plans d'action visant à éviter ou à réduire l'utilisation et les risques des substances dangereuses;

iii. L'élaboration et la mise en œuvre de procédures concernant l'achat, la manipulation, le stockage et l'utilisation des produits chimiques entrant dans les procédés afin de prévenir ou de réduire les émissions dans l'environnement

Le niveau de détail du SGPC est généralement fonction de la nature, de la taille et de la complexité de l'unité.

1.3.1.4. Plan d'efficacité énergétique

L'exploitant établit au plus tard pour le 4 novembre 2026, un plan d'efficacité énergétique. Il définit

- les activités par usage concerné par le plan.
- les modalités de surveillance de la consommation d'énergie spécifique des activités/ procédés.
- les indicateurs de performance qui sont revus chaque année

Le plan comprend la planification les objectifs d'amélioration périodiques et les actions associées :

Des audits énergétiques sont réalisés au moins une fois par an pour s'assurer que les objectifs du plan de gestion de l'énergie sont atteints. Le plan d'efficacité énergétique et les audits énergétiques peuvent être intégrés dans le plan global d'efficacité énergétique d'une installation de plus grande taille.

L'exploitant établit annuellement un bilan énergétique fournissant une répartition de la consommation et de la production d'énergie (y compris l'exportation d'énergie) par type de source d'énergie (par exemple, électricité, gaz naturel, gaz sidérurgiques, énergies renouvelables, chaleur importée et/ou refroidissement). Il comprend notamment:

- la définition des limites énergétiques des procédés;
- des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie;
- des informations sur l'énergie exportée à partir de l'unité;
- des informations sur le flux d'énergie (par exemple, diagrammes de Sankey ou bilans énergétiques), montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long des procédés.

La consommation spécifique d'énergie lors de la galvanisation discontinue ne peut dépasser 500 kWh/t en moyenne annuelle.

1.3.2 Consistance des installations

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Lieu	Activité
Bâtiment administratif	
Bâtiment industriel	Hall de stockage amont (pour le matériel noir à traiter) et hall de stockage aval (pour le matériel blanc traité)
	Hall de fabrication (zone process) en parois REI 120 (selon le plan de l'article 6.1.2) comprenant : - une ligne de prétraitement avec 14 cuves de 38m ³ ; - un creuset de galvanisation de 44,5m ³ (avec zinc en fusion) ; - des utilités (local cuves d'acides, local filtres à manches, station de traitement du bain de fluxage...)
	Locaux techniques : local électrique (transformateur + TGBT), local du groupe électrogène, local de commande process, local des compresseurs.

Le plan des installations figure en annexe 2 du présent arrêté préfectoral.

Le site est alimenté par un transformateur électrique de 1250 kVA.

Le site utilise le gaz pour le brûleur du filtre du bain de zinc.

Le chauffage des bains de traitement de surface est assuré par un réseau d'eau chaude, alimenté par pompe(s) à chaleur (PAC).

Le séchoir et le bain de galvanisation (au zinc) sont chauffés par énergie électrique.

Le site dispose d'un groupe électrogène de secours de 1000 kVA (alimenté au fuel domestique).

Article 1.4 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations, barrières de sécurité, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés, exploités et entretenus conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. L'exploitant met notamment en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Article 1.5 Modifications et cessation d'activité

1.5.1 Modifications - Porter à connaissance

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par l'exploitant avec tous les éléments d'appréciation.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

A l'occasion d'une modification substantielle, l'exploitant procède par ailleurs au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations conformément aux dispositions de l'article R.515-86 du code de l'environnement.

S'il ne remet pas concomitamment ou n'a pas remis une étude de dangers, l'exploitant précise par ailleurs par écrit au préfet la description sommaire de l'environnement immédiat du site, en particulier les éléments susceptibles d'être à l'origine ou d'aggraver un accident majeur par effet domino, ainsi que les informations disponibles sur les sites industriels et établissements voisins, zones et aménagements pouvant être impliqués dans de tels effets domino.

1.5.2 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au point 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation, d'enregistrement ou déclaration.

1.5.3 Transfert d'autorisation - changement d'exploitant

Le transfert de l'autorisation fait l'objet d'une demande d'autorisation adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, en application de l'article R.181-47 du Code de l'environnement. Cette demande à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

1.5.4 Cessation d'activité

Sans préjudice des dispositions du code de l'environnement, la cessation définitive des activités est effectuée conformément aux dispositions des articles R.512-39 à R.512-39-3bis et R.515-75 du code de l'environnement, dans leur version en vigueur à compter du 1^{er} juin 2022. Dans ce cadre :

- le périmètre IED est celui décrit dans le rapport Inovadia (C23-036 version 1) de novembre 2023. Il correspond :

* au bâtiment principal existant dans lequel sont exploités le bain de galvanisation (zinc en fusion) et les bains de préparation des pièces en acier à traiter,

* aux équipements connexes à ces installations (le séchoir, les zones de stockage des matières premières et des déchets, la zone de stockage des matériaux traités, le stockage de fioul alimentant le groupe électrogène de secours nécessaire au fonctionnement du bain de zinc).

- l'usage futur des terrains libérés est déterminé conformément aux dispositions de l'article R.512-39-2 du même code ; cet usage étant au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base prévu par le 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement ;

- l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R.512-39-3 une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du décembre 2008 modifié dit CLP ;

- en cas de pollution significative du sol ou des eaux souterraines, par les substances ou mélanges dangereux visés ci-dessus, intervenue depuis l'établissement Inovadia version 1 du 08/11/23, le cas échéant du rapport de base prévu par le 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement, l'exploitant propose dans sa notification de cessation définitive d'activité, les mesures de remise en état du site permettant l'usage futur déterminé, en tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées ;

- l'exploitant fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité ainsi que de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.

Un rapport de cessation partielle des activités sera produit après le démarrage des nouvelles installations.

Article 1.6 Garanties financières

En application de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte du 24 octobre 2023 abrogeant les garanties financières pour les installations visées au 5° du R516-1 du code de l'environnement, l'installation GALVALEK de Carpiquet n'est plus soumis à l'obligation de constitution de garanties financières.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2014 actant le montant des garanties financières est abrogé.

Article 1.7 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

Dates	Textes
31/03/1980	Arrêté relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion
23/01/1997	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/1998	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
29/09/2005	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
30/06/2006	Arrêté relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées
31/01/2008	Arrêté relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
07/07/2009	Arrêté relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
04/10/2010	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
29/02/2012	Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'Environnement
28/04/2014	Arrêté relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 1.8 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version à jour de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 1.9 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies dans le présent arrêté ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 1.10 Consignes

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit et s'assure de l'application de consignes d'exploitation, opérationnelles, pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'exploitant établit et s'assure de l'application de consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;

- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

1.10.1 Plan de gestion des OTNOC (conditions d'exploitations autres que normales)

L'exploitant met en place, au plus tard le 4 novembre 2026, un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques, comprenant les éléments suivants :

- i. mise en évidence des risques d'OTNOC [par exemple, défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement («équipements critiques»)], de leurs causes profondes et de leurs conséquences potentielles, et examen et mise à jour périodiques de la liste des OTNOC mises en évidence à la suite de l'évaluation périodique décrite ci-après;
- ii. conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage des filtres en tissu);
- iii. établissement et mise en œuvre d'un plan d'inspection et de maintenance préventive des équipements critiques [Cf. Article 1.3.1.1.);
- iv. surveillance (c'est-à-dire estimation et, dans la mesure du possible, mesure) et enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées; v. évaluation périodique des émissions survenant lors d'OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Article 1.11 Rapport d'incident ou d'accident

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

TITRE 2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

Article 2.1 Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance électrique maximale	Autres caractéristiques
Conduit N° 1 - GK 1	Ligne de pré-traitement de surface	55 kW	Laveur de gaz intégré
Conduit N° 2 - GK 2	Ligne de galvanisation	75 kW	Dépoussiéreur
Conduit N° 3 - GK 3	Groupe électrogène (de secours)	1000 kW	SO

La ligne de prétraitement de surface est équipée d'un laveur à eau (pour les vapeurs de HCl).

La ligne de galvanisation est équipée d'un dépoussiéreur (pour les poussières de zinc).

2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1 - GK 1	17	1,2	45 à 60 000	17
Conduit N° 2 - GK 2	17	1,0	50 000	17
Conduit N° 3 - GK 3	10	-	≤ 5000	5

Le plan des conduits de rejet figure en annexe 3 du présent arrêté préfectoral.

Article 2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au

maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Pour les émissions canalisées :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Paramètre	Code CAS	Conduit n°1 : GK1 - ligne de pré-traitement		
		Concentration mg/Nm ³	flux	
			Kg/h	T/an
Acidité totale exprimée en H		0,5	0,03	0,14
Alcalins, exprimés en OH		10	0,6	2,77
NH ₃		30	1,8	8,32
HCl	7647-01-0	5	0,3	1,4

Paramètre	Conduit n°2 : GK2 - ligne de galvanisation		
	Concentration mg/Nm ³	flux	
		Kg/h	T/an
Poussières totales	5	0,25	1,39
CO (*)	50	2,5	13,9
NOx, exprimés en NO ₂	200	10	55,6
HCl	2	0,1	0,55
Rejets de plomb et de ses composés	1	0,05	0,28
Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc et de leurs composés	5	0,25	1,39

(*) valeur indicative selon la MTD 22

Pour le groupe électrogène de secours fonctionnant au fuel domestique de 1000kVA (conduit GK n°3), un contrôle triennal des effluents gazeux est réalisé a minima sur le paramètre NOx (oxyde d'azote). La valeur limite à respecter sur gaz secs à une teneur en O₂ ramenée à 3 % est : 225 mg/Nm³.

Article 2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance de ses rejets dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Fréquence de transmission
Débit	Annuelle	Oui	Annuelle
CO	Annuelle	Oui	Annuelle
NOx	Annuelle	Oui	Annuelle
Poussières	Annuelle	Oui	Annuelle
Métaux (Cd, Sb, Pb, Cu, Sn, Zn, Ni)	Annuelle	Oui	Annuelle
HCl	Annuelle	Oui	Annuelle

En fonction des résultats de la surveillance atmosphérique, les fréquences pourront être adaptées.

2.3.2 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

TITRE 3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3.1 Prélèvements et consommations d'eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel estimé (m³)	Débit maximal journalier (m³)
Réseau d'eau public	Carpiquet	2500	100

Les principaux usages de l'eau du réseau AEP sont : les sanitaires, le laveur de gaz de la ligne de pré-traitement et l'alimentation du process.

Article 3.2 Conception et gestion des réseaux, et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées PK	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	503 674 m	6 897 039 m	Eaux usées du bâtiment administratif Eaux usées domestiques	Réseau des eaux usées collectif de la rue du Poirier	STEP Caen la mer	Convention de rejet
Pt N°2	503 674 m	6 897 039 m	Eaux toitures bâtiments existants (3480 m²)	SO	Milieu naturel (Odon)	Convention de rejet
			Eaux des parkings personnel et visiteurs (1450 m²)	Passage des eaux dans un séparateur hydrocarbure en vue d'être collectées dans un bassin ZA de Carpiquet puis l'Odon		
Pt N°3	503 700 m	6 897 163 m	Eaux pluviales du futur bâtiment et auvent SO (2200 m²)	SO	Bassin tampon étanche sur site, passage par un décanteur particulaire 10 l/s, puis raccordement par sécurité au réseau EP de la rue du Poirier Bassin ZA de Carpiquet puis milieu naturel (Odon)	Convention de rejet
			Eaux des voiries de l'usine (13850 m²) avec extension potentielle au Sud-Est (2000 m²)	Passage des eaux dans un séparateur hydrocarbure en vue d'être collectées dans un bassin tampon puis l'Odon étanche - 700 m³		

3.2.2 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs opérationnels de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

L'exploitant met en œuvre un système d'isolement opérationnel des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont entretenus et maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries, canalisations et conduites sont accessibles, entretenues et repérées conformément aux règles en vigueur.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

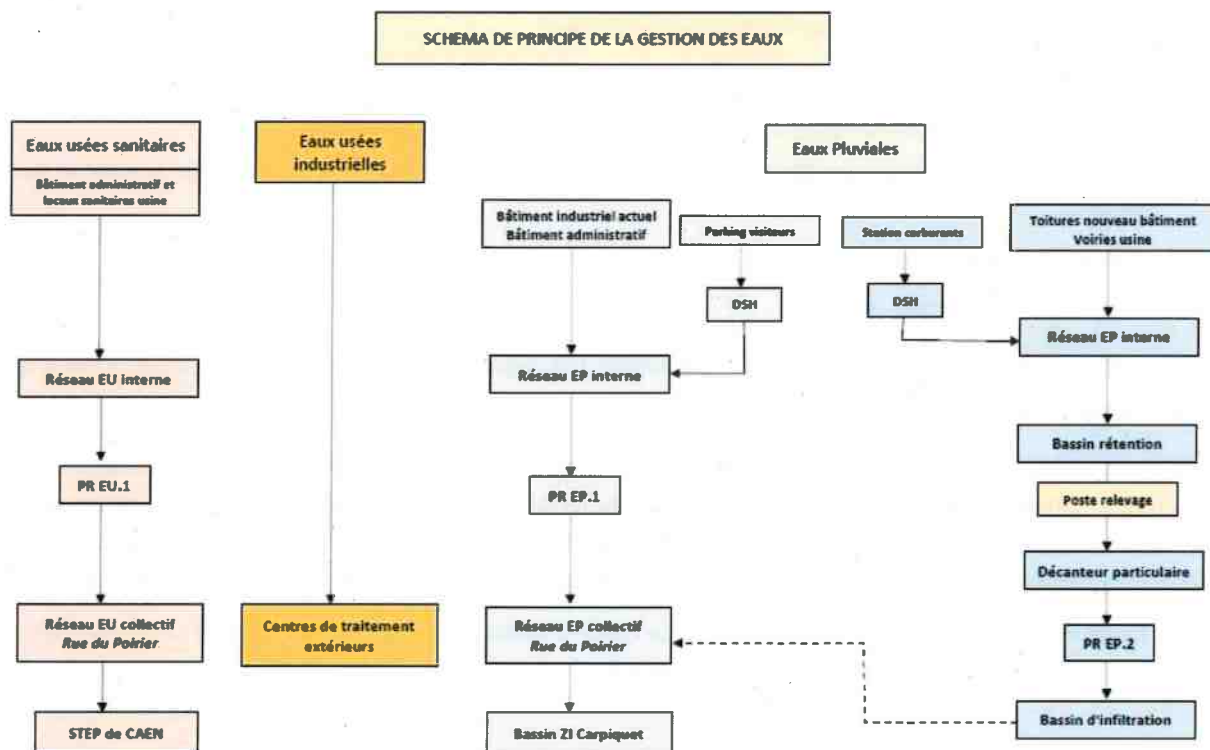
Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de 27 500m².

Rejet dans le milieu naturel par infiltration des eaux pluviales

Le principe général de la gestion des eaux est rappelé dans le schéma suivant :



Les eaux pluviales sont canalisées sur le site.

Les eaux susceptibles d'être polluées (notamment parking visiteurs et station carburant) transitent par des séparateurs d'hydrocarbures avant rejet au milieu naturel.

Le rejet des eaux dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 (NF T 90 008) ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 100 mg/l (NFT 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 300 mg/l (NF T 90 101) ;
- la teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (NF T 90 114) ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur.

Les dispositifs épuratoires ainsi que les ouvrages de gestion des eaux font l'objet d'un entretien régulier (a minima annuel) visant à maintenir les performances de ces équipements.

La vidange du bassin de rétention de 700m³ s'effectue à débit régulé maximum de 10l/s.

Un dossier de récolement de tous les ouvrages concourant à la gestion des eaux pluviales est transmis à la DREAL, copie police de l'eau de la DDTM, à l'issue des travaux.

Rejet dans une station collective des eaux usées et des eaux vannes

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.2.4 Consommation d'eau spécifique

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible.

Cette consommation spécifique est limitée à 8 l/m²/FR (litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage).

Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de rinçage ;
- les vidanges de cuves de rinçage ;
- les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;
- les vidanges des cuves de traitement
- les eaux de lavage des sols ;

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : les eaux pluviales, et les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.

On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.

Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).

3.2.5 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.).

Article 3.3 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.3.1 Surveillance des sols

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée tous les 10 ans.

Cette surveillance porte a minima sur les substances suivantes (selon le rapport de base Inovadia C23036 – v1 du 8 novembre 2023) :

- *Hydrocarbures totaux (C5 à C40),*
- *BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylènes),*
- *HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques),*
- *COHV (Composés Organo-Halogénés Volatils),*
- *Chlorures,*
- *Fluorures,*
- *Sulfates,*
- *Orthophosphates,*
- *Métaux lourds (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, mercure, plomb, zinc, étain, fer, aluminium et manganèse).*

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiées dans le rapport de base.

A l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

3.3.2 Surveillance des eaux de surface

L'exploitant fait procéder à l'analyse des eaux de surface dans les conditions suivantes :

Paramètres	Localisation du point de mesure	Fréquence de mesure
pH, MES, DCO, DBO5, Hydrocarbures	Au niveau de la sortie des 2 exutoires de rejet du site	1 fois par an

3.3.3 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.

3.3.3.1. Implantation des ouvrages

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NFX 10-999 ou équivalente).

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

3.3.3.2. Réseau et programme de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants (selon la note d'incidence Loi sur l'eau) :

Piézomètre	Localisation par rapport au site	Profondeur de l'ouvrage par rapport au terrain naturel
PZ1	Amont ou Aval hydraulique	-20 à 30m
PZ2	Amont ou Aval hydraulique	-20 à 30m
PZ3	Amont latéral ou Aval latéral	-20 à 30m
PZ4	Amont latéral ou Aval latéral	-20 à 30m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 4.

Pour toute modification du réseau de surveillance, l'exploitant propose au préfet, un programme de surveillance des eaux souterraines, établi conformément à la prestation « Conception de programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2.

Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

L'exploitant fait analyser, au niveau des piézomètres, l'ensemble des paramètres recherchés lors de l'élaboration du rapport de base établi au titre de l'article R. 515-59 du code de l'environnement, notamment :

- pH,
- Hydrocarbures totaux (C5 à C40),
- BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylènes),
- HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques),
- COHV (Composés Organo-Halogénés Volatils),
- Chlorures,
- Ammonium,
- Fluorures,
- Sulfates,
- Orthophosphates,
- ETM (Éléments Traces Métalliques : arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, mercure, plomb, zinc, étain, fer, aluminium et manganèse),
- Substances per et polyfluoroalkylées (20 substances),

La liste des substances à analyser pourra être revue sur présentation d'un dossier justificatif.

Une surveillance de ces substances est réalisée a minima tous les 5 ans.

Article 3.4 Plan de gestion de l'eau

L'exploitant établit un plan de gestion de l'eau dans le cadre du SME. Il comprend:

- des schémas de circulation et un bilan massique de l'eau dans l'installation;
- l'établissement d'objectifs en matière d'utilisation rationnelle de l'eau;
- la mise en oeuvre de techniques d'optimisation de l'eau (par exemple, contrôle de la consommation d'eau, recyclage de l'eau, détection et réparation de fuites).

Le plan de gestion de l'eau est réactualisé périodiquement.

TITRE 4 AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES COMPENSATOIRES

Article 4.1 Mesures compensatoires non liées à des autorisations embarquées

L'exploitant met en oeuvre les mesures suivantes.

4.1.1 Mesures de compensation

L'exploitant réalise la plantation de 10 arbres d'espèces locales pour compenser la coupe des 7 cyprès comme défini dans le schéma ci-dessous. Cette mesure est réalisée dans les 12 mois suivant la mise en service industrielle de l'installation.



TITRE 5 PROTECTION DU CADRE DE VIE

Article 5.1 Niveaux acoustiques

5.1.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 db(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

5.1.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Tous points en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 5.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service industrielle de l'installation, puis tous les 3 ans.

Article 5.3 Limitation des émissions lumineuses

En phase de construction, les émissions lumineuses se limitent aux phares des engins et véhicules présents sur le site, ainsi qu'aux dispositifs d'éclairage des équipements nécessaires à la bonne réalisation du chantier (bungalow de chantier, grue, etc.).

En phase d'exploitation, les zones extérieures (voiries et zones de stockage extérieures) sont éclairées afin de sécuriser les biens et les personnes du site.

Article 5.4 Plan de gestion du bruit et des vibrations

L'exploitant établit un plan de gestion du bruit et des vibrations comprenant les éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures appropriées à prendre et les échéances;
- un protocole de surveillance du bruit et des vibrations;
- un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit et de vibrations signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple);
- un programme de réduction du bruit et des vibrations visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction.

L'applicabilité est limitée aux cas où un problème de bruit ou de vibrations affectant des zones sensibles est probable ou a été constaté.

Ce plan est réexaminé régulièrement dans le cadre du SME.

TITRE 6 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 6.1 Conception des installations

6.1.1 Organisation générale de l'établissement

Le site dispose d'une clôture sur tout son périmètre.

L'établissement est organisé selon les dispositions de l'article 1.3.2.

6.1.2 Dispositions constructives et comportement au feu

Les murs REI 120 de la zone process (en rouge) sont listés ci-après :



Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.3 Désenfumage

La surface utile des DENFC de la zone process est de 2 % de la surface de chaque canton sans excéder 6 m² par exutoires.

Les dispositifs concourant au désenfumage sont entretenus régulièrement, maintenus en bon état de fonctionnement et sont opérationnels.

Les commandes relatives au désenfumage sont positionnées judicieusement (en entrée du local ou à proximité des accès). Ces commandes sont accessibles en permanence.

L'exploitant dispose et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de vérification et d'entretien des dispositifs concourant au désenfumage.

6.1.4 Organisation des stockages

Le stockage des matières combustibles dans la zone de galvanisation est interdit.

Le stockage des matières premières pour le pré-traitement s'effectue sous un auvent.

Le stockage de l'acide chlorhydrique s'effectue dans une zone avec des murs REI120. Il contient :

- 3 cuves de 20m³ cuve double enveloppe en PEHD de HCl à 8 % (déchet) ;
- 1 cuve de 30m³ double enveloppe en PEHD de HCl à 30 % (neuf). Cette cuve est déportée de la zone principale. La cuve est équipée d'une détection de fuite.

Le stockage des palettes de bois se situe en extérieur à une distance suffisante des parois de toutes installations, et a minima à une distance de plus de 10 mètres. L'aire de stockage extérieure est identifiée et clairement délimitée sur le site.

Le stockage des déchets divers (bennes des cendres d'écémage du bain de zinc, bennes à poussières des filtres à manches,...) se situe en extérieur à une distance suffisante des parois de toutes installations. Ce stockage est sous abri.

Le stockage du « produit blanc » s'effectue en extérieur, sur une plateforme imperméabilisée.

6.1.5 Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 6.2.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement.

6.1.6 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Le chauffage des cuves est effectué uniquement par eau chaude, l'utilisation de résistance électrique n'est pas autorisée en dehors du bain de zinc et du séchoir.

Pour les installations susceptibles de présenter des risques d'explosion, les installations électriques sont, notamment, exploitées conformément à l'arrêté ministériel du 31/03/1980.

Les locaux électriques sont situés dans un local technique avec murs séparatifs REI 120 et porte EI 120 munies de ferme porte et sont suffisamment ventilés.

Les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe) sont installés dans ces locaux. A défaut, ces équipements sont protégés par un système d'extinction automatique adapté au risque (feu d'origine électrique).

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles

d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

6.1.7 Contrôle électrique et de terre

Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations, etc.) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes. Le contrôle des installations électriques est au moins annuel. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

Le contrôle des prises de terre est réalisé à cette occasion.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.8 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Les engins de secours peuvent accéder au site par l'entrée principale de l'établissement au niveau de la rue du Poirier. Un accès secondaire est maintenu en permanence dégagé rue du Poirier.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

6.1.9 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leurs dispositifs d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant s'assure aussi souvent que nécessaire que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention. A cet effet, l'installation dispose notamment des rétentions suivantes :

	Zone de l'installation	Volume de la rétention (en m ³)	Détection
Aire de dépotage	Raccordée à une cuve enterrée double peau constituant une rétention déportée.	Cuve de 30 m ³	Détection de fuite Sonde de niveau
Bâtiment industriel	4 cuves d'acide chlorhydrique : 1 cuve de 30m ³ pour l'acide neuf, 3 cuves de 20m ³ pour l'acide usagé	Cuves double enveloppe	Détecteur de fuite avec alarme visuelle
	Ligne de prétraitement : • décapage alcalin : 3 cuves de 38 m ³ • décapage acide et fluxage : 11 cuves de 38 m ³	84,7 m ³ 297,3 m ³	Capteur de niveau bas Sonde de niveau
	Creuset de galvanisation	45 m ³	Sondes électromagnétiques ou équivalent

Le plan des rétentions figure en annexe 5 du présent arrêté préfectoral.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir collecter les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. La gestion de ces liquides respecte les dispositions du présent arrêté.

Le transport des produits ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). En cas d'incident ou d'accident, la gestion de ces produits ou matières respecte les dispositions du présent arrêté.

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et sont effectués en application de consignes particulières.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Le confinement des eaux incendie est effectué dans un bassin recueillant gravitairement les eaux d'extinction d'un volume disponible en permanence de 700 m³ (selon le calcul D9A).

6.1.10 Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses

Les tuyauteries et capacités sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Les tuyauteries sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.

Les tuyauteries sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées ...). Leur parcours est aussi réduit que possible.

Article 6.2 Autres dispositifs et mesures de prévention des accidents

6.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Les principaux locaux à risques de l'établissement sont rappelés en annexe 6.

Le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) est mis à jour avant la mise en service industrielle de l'installation.

6.2.2 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans les installations. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

En complément, l'exploitant tient à jour un inventaire des substances dangereuses présentes au sein de l'établissement. Cet inventaire, actualisé quotidiennement, est tenu à la disposition de l'administration et des services d'intervention et de secours.

6.2.3 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, portes coupe-feu, etc.) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

6.2.4 Dispositions d'exploitation

Les bains de traitement de surface et la cuve de zinc sont au niveau 0 du bâtiment.

La cuve de zinc est fermée par un couvercle hors période d'exploitation.

La ligne de prétraitement, composée de 14 cuves d'une capacité unitaire de 38 m³, est surmontée d'un encapsulage. Les bains dans les cuves sont aqueux, sans solvant. Le process nécessite une température des bains d'environ 25°C à 50°C, assurée par un réseau d'eau chaude fournie par pompes à chaleur. Chaque cuve de bain actif est équipée d'une sonde de température. En cas d'augmentation de la température, une alarme se déclenche dans l'atelier (ou est reportée sur l'astreinte hors périodes ouvrables).

Toutes les cuves, y compris les cuves de rinçage mort, sont équipées d'un système de détection de niveau haut, avec report d'alarme dans l'atelier (ou report sur l'astreinte hors périodes ouvrables).

En sortie de prétraitement, les pièces passent dans un séchoir électrique (température d'environ 60 °C) d'une puissance de 300 kW, afin d'éviter les explosions dues à la vaporisation instantanée de l'eau lors de l'immersion de la pièce dans le bain de zinc.

La ligne de galvanisation, composée d'un bain de zinc maintenu à une température entre 437°C et 460°C, est dans une enceinte équipée d'un extracteur d'air associée à un filtre à manches. Le bain est chauffé électriquement. La ligne de galvanisation dispose d'un suivi de température avec seuils d'alarme et de déclenchement. Une procédure décrit la démarche à suivre en cas de déclenchement. Elle dispose également d'une détection de fuite sous le creuset avec alarme sonore et/ou visuelle. Une procédure décrit la démarche en cas de déclenchement.

Le suivi qualitatif des différents bains est assuré mensuellement.

Risque de projection de zinc

Afin de limiter les effets d'une projection de zinc, une paroi incombustible de 12m de long sur 6 m de hauteur est installée entre la zone TS et le bain de zinc.

Rétention

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

Toute détection de liquide déclenche une alarme dans l'atelier (ou report sur l'astreinte hors périodes ouvrables).

L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.

Identification des produits

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Etat des stocks

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

En cas de perte de l'alimentation électrique sur le site, l'exploitant est en mesure de fournir un état des stocks des produits dangereux détenus dans un délai raisonnable.

Ventilation des bâtiments

La zone de prétraitement est dans une enceinte maintenue en dépression. L'air est traité par un laveur de gaz avant rejet par une cheminée en toiture.

La zone de galvanisation (avec le bain de zinc) ne comporte aucun matériau combustible à proximité. Le creuset de zinc à une température d'environ 437°C à 460°C est dans une enceinte équipée d'un extracteur d'air associée à un filtre à manches. Un système de décolmatage automatique permet d'assurer l'efficacité du traitement. Une mesure de colmatage régulière permet de détecter les fuites. Le rejet atmosphérique s'effectue par une cheminée en toiture.

Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement font l'objet d'un suivi périodique.

Locaux à risques

Conformément à l'étude des dangers, différents locaux à risques sont identifiés en annexe 6.

Local groupe électrogène

Ce local est REI120 (mur). La porte est non coupe feu.

Local électrique (transformateur + TGBT)

Ce local est REI120 (mur). La porte est non coupe feu.

Ce local est à accès restreint et fait l'objet de vérifications électriques annuelles (notamment Q18 et Q19).

Local contrôle commande

Ce local est REI120 (mur et porte).

Un dispositif d'extinction automatique au CO2 est installé au niveau des armoires de process localisées dans le local de commande.

Local de la station de traitement fluxage

Ce local est REI120 (mur). La porte est non coupe feu. Les façades extérieures sont non coupe feu.

Détection incendie

Dans les locaux chimie (laveur de gaz), dans l'auvent du filtre bain de zinc, dans les locaux techniques (local électrique, groupe électrogène, local des compresseurs, local contrôle commandes, local de charges des batteries), un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place.

Une détection incendie (détecteur de température) est installée dans les gaines d'aspiration du creuset et de la zone chimie et de l'encapsulage.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Ce dispositif de détection incendie actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, ...). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant, notamment en dehors des heures ouvrées. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle de l'ensemble des détecteurs. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens suivants :

- un poteau incendie, distant de moins de 100 mètres du site ;
- une réserve d'eau de 180 m³ munie d'une aire d'aspiration (de 4m par 8m) avec deux poteaux d'aspiration. L'exploitant s'assure régulièrement de la disponibilité de cette réserve. En cas d'indisponibilité de la réserve, l'exploitant met en œuvre des mesures compensatoires pour assurer la défense incendie de son établissement ;

La nouvelle réserve d'eau (implantée au nord est du site), équipée de 2 poteaux d'aspiration, est réceptionnée par les services d'incendie et de secours dans les 6 mois suivant la mise en service de l'installation.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement, et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- deux poteaux incendie localisés rue du Poirier à 250m et 320m.

Ces dispositions doivent permettre de fournir un débit de 210m³/h, soit 420 m³ sur 2 heures.

Ces moyens sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels en vigueur.

Les équipements de lutte contre l'incendie sont opérationnels, entretenus et maintenus en bon état aussi souvent que nécessaire, repérés et facilement accessibles en toute circonstance.

Un plan des moyens de lutte contre l'incendie est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

TITRE 7 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Article 7.1 Conception des installations

Aucune opération de traitement des déchets n'est autorisée sur le site.

Article 7.2 Production de déchets sur site

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes (liste non exhaustive) :

Nature des déchets	Code des déchets	Mode de stockage
Déchets dangereux		
Décapage acide usagé	10 01 05*	Cuve double enveloppe
Dézingage acide usagé	10 01 06*	Cuve double enveloppe
Liquides acides usagés	06 01 02*	Cuve double enveloppe
Poussières filtres à manches galvanisation	11 05 03*	Big bags sous abri
Boues de traitement de bain de fluxage	11 01 09*	Big bags sous abri
Matériaux souillés	15 01 10*	Caisses
Boues des séparateurs hydrocarbures	13 05 07*	Camion hydrocureur
Déchets non dangereux		
Cendres de zinc	11 05 02	Conteneur sous abri
Mattes de zinc	10 05 01	Lingots
Métaux ferreux	20 01 40	Bennes
Palettes bois	15 01 03	Bennes
Déchets d'emballage	20 01 01	Conteneurs
DIB	20 03 01	Bennes

Article 7.3 Limitation du stockage sur site

Les déchets font l'objet d'une élimination régulière par l'exploitant.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Métaux ferreux : 3 bennes DIB : 1 benne Palettes bois réformées : 1 benne Zinc en lingots : 200 t Mattes : 40 t Cendres de zinc : 40 t
Produits/ Déchets dangereux	Boues de fluxage : 30 t Huiles usagées : 2 000 l Décapage acide usagé : 20 m ³ Dézingage acide usagé : 20 m ³ Liquides acides usagés : 20 m ³ Poussières filtres à manche galvanisation : 7 t

Article 7.4 Déchets de zinc

Conformément au dossier de réexamen de 2023 (MTD n°36), les déchets de zinc sont stockés dans des zones couvertes et imperméables avant le 4 novembre 2026.

Article 7.5 Plan de gestion des déchets

L'exploitant établit dans le cadre du SME un plan de gestion visant :

- 1) réduire au minimum la production de résidus,
- 2) optimiser le réemploi, le recyclage et/ou la valorisation des résidus,
- 3) assurer l'élimination appropriée des déchets.

TITRE 8 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Article 8.1 Principes de l'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Article 8.2 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement.

Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Article 8.3 Contenu du programme d'autosurveillance

8.3.1 Dispositions générales

L'exploitant effectue sous sa responsabilité et à sa charge une surveillance de ses émissions comprenant les mesures et analyses définies ci-dessous (polluants et périodicité).

Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés selon les normes, ou à défaut selon les règles de l'art, en vigueur au moment de leur exécution. Des méthodes de terrains peuvent être utilisées pour la gestion de l'établissement au quotidien si elles sont régulièrement corrélées à des mesures de laboratoire réalisées conformément aux normes en vigueur.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté. Les frais engagés pour les contrôles prévus dans le cadre de cet arrêté sont à la charge de l'exploitant.

8.3.2 Autosurveillance des installations

L'exploitant met en place un plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements (cf. article 1.3.1.1). Il comprend, sans s'y limiter :

- des plans d'action en cas de déversements de faibles ou de grandes quantités de produits sur le site;
- la définition des rôles et des responsabilités des personnes concernées;

- la sensibilisation du personnel aux questions d'environnement et la formation de celui-ci afin de garantir la prévention des déversements et une réaction appropriée en cas de déversement;
- la mise en évidence des zones exposées au risque de déversement et/ou de fuites de matières dangereuses, et leur classement en fonction du risque;
- la mise en place d'un équipement approprié de confinement des déversements et de nettoyage et la vérification régulière de sa disponibilité, de son bon état de marche et de sa proximité des lieux où ces incidents sont susceptibles de se produire;
- des directives relatives à la gestion des déchets résultant de déversements;
- des inspections régulières (au moins une fois par an) des lieux de stockage et de manutention, la vérification et l'étalonnage du matériel de détection des fuites et la réparation rapide des fuites, vannes, manchons, brides, cuves etc.

Ce plan comprend également une vérification du dessous des cuves.

Un bilan est transmis tous les ans à l'inspection des installations classées.

Ce bilan identifie les éventuels désordres, travaux à réaliser, et les échéanciers associés.

8.3.3 Autosurveillance des bains de traitement

Un prélèvement est réalisé tous les mois afin de s'assurer de la qualité des bains de traitements.

Un prélèvement est réalisé avant chaque première évacuation de déchets (à des fins de caractérisation), des effluents de la chaîne de décapage stockés dans les cuves prévues à cet effet, conformément à la réglementation sur les déchets en vigueur.

Ces mesures et analyses peuvent être effectuées par l'exploitant (laboratoire) ou par un organisme extérieur.

Les résultats des analyses sont archivés sur un support prévu à cet effet, et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.3.4 Autosurveillance des émissions atmosphériques

La surveillance des émissions atmosphériques porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des équipements ;
- les valeurs limites d'émissions; soit par une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés à l'article 2.2.2 ci-dessus au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations; soit par estimation de ces émissions à partir de mesures d'ambiance réalisée à l'intérieur de l'atelier autour de la chaîne de traitement; ces dispositions étant réalisées en tant que de besoin, autant que nécessaire.

Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.

La surveillance des émissions atmosphériques est réalisée dans l'environnement dans les conditions définies à l'article 2.3.1 ci-dessus

8.3.5 Autosurveillance des prélèvements d'eau

La consommation d'eau de l'ensemble du site est enregistrée annuellement.

La consommation spécifique visée à l'article 3.2.4 ci-dessus est calculée annuellement par l'exploitant. Les éléments justificatifs de ce calcul sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.3.6 Autosurveillance des eaux pluviales

Les mesures de surveillance de la qualité des eaux pluviales rejetées portent sur la température, le pH, la DCO, les MES et les hydrocarbures totaux. Elles sont réalisées suivant une périodicité annuelle, sur des échantillons ponctuels. Les

résultats des analyses sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

8.3.7 Autosurveillance des niveaux sonores

Une campagne de mesures des niveaux sonores en limites d'exploitation et des émergences dans les zones à émergence réglementée est effectuée sous 6 mois après mise en service du projet puis tous les 3 ans. Les mesures sont réalisées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

8.3.8 Autosurveillance des eaux souterraines

La surveillance des eaux souterraines est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base prévu par le 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

La surveillance des eaux souterraines est effectuée au niveau des 4 piézomètres.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 5 ans.

8.3.9 Autosurveillance des sols

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base prévu par le 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans.

Article 8.4 Suivi, interprétation et diffusion des résultats

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Sauf mentions contraires, les résultats d'analyses, enregistrements et rapports imposés dans le présent titre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.5 Déclaration GEREP

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets, l'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées sa consommation d'eau, ses émissions de flux de polluants et ses déchets produits, en fonction des seuils définis par cet arrêté.

Article 8.6 Bilan environnemental (IED)

En application de l'article R. 515-60 du code de l'environnement, l'exploitant transmet chaque année au préfet un bilan argumenté de la surveillance de ses émissions demandée aux articles 8.3.1 à 8.3.10 accompagné de toute donnée nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation.

Le bilan doit couvrir une année calendaire complète. La transmission du bilan de l'année est effectuée avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

Les éléments suivants doivent obligatoirement être développés :

- respect des valeurs limites d'émission pour les périodes et conditions de référence fixées,
- respect du programme de surveillance et des méthodes d'évaluation,
- synthèse des dysfonctionnements rencontrés, des périodes d'indisponibilité des appareillages de suivi, du suivi métrologique des appareillages de mesure en continu,
- bilan de l'entretien et de la surveillance à intervalles réguliers des mesures prises afin de garantir la protection des sols et des eaux souterraines,
- plan d'actions.

TITRE 9 DISPOSITIONS FINALES

Article 9.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 9.2 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Caen.

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourts citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 9.3 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée en mairie de Carpiquet du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché en mairie de Carpiquet
- 3° du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Carpiquet ;

- 4° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 5° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Calvados pendant une durée minimale d'un mois.

Article 9.4 Exécution

Le Secrétaire général et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à la société PRESTIA GALVALEK et dont une copie sera adressée au Maire de Carpiquet.

Fait à Caen, le 19/09/2024

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,



Stéphane SINAGOGA

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au maire de Carpiquet ;
- au directeur de la société PRESTIA GALVALEK ;

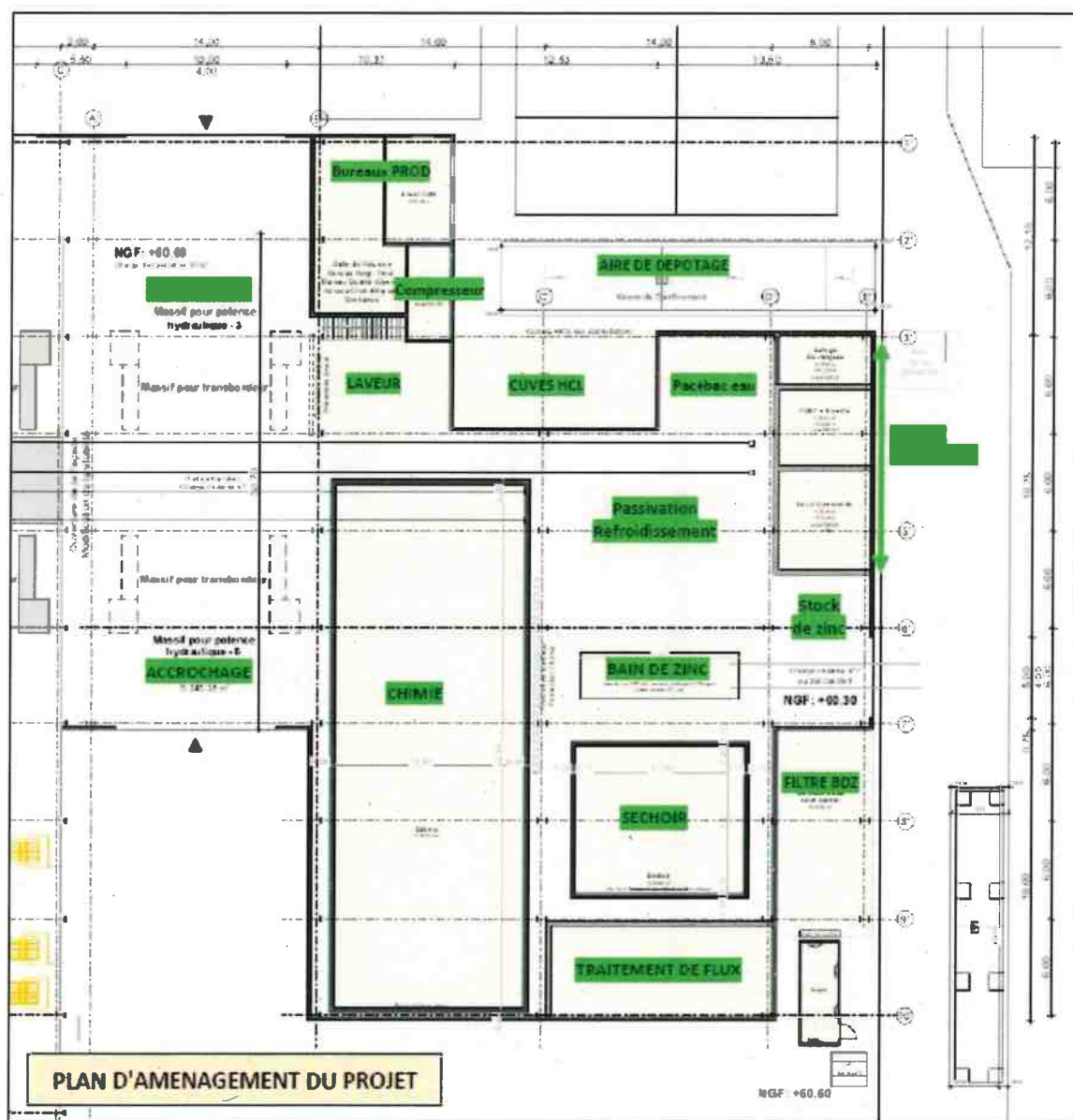
à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une installation de galvanisation à chaud sur la commune de Carpiquet

[illegible]

ANNEXE 2

à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une installation de galvanisation à chaud sur la commune de Carpiquet

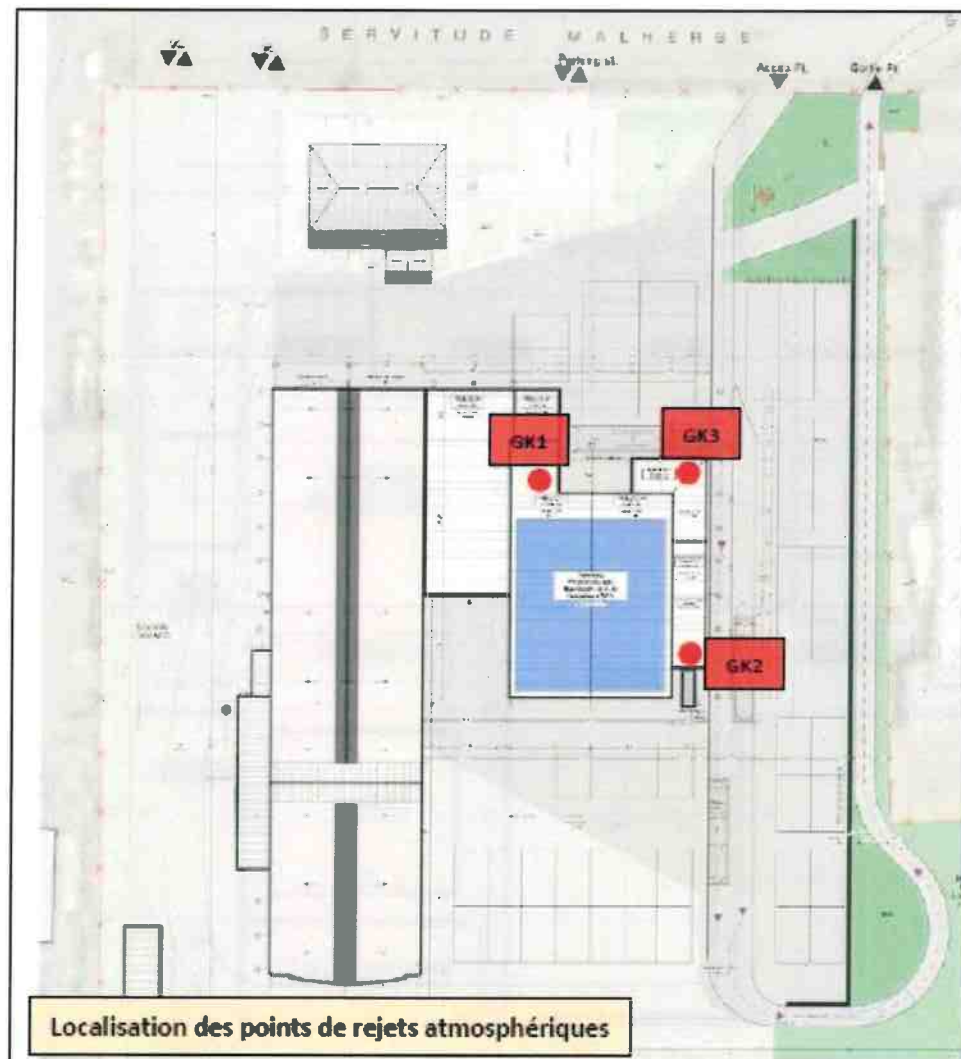
Vue de la zone process



ANNEXE 3

à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une installation de galvanisation à chaud sur la commune de Carpiquet

Conduits de rejets



ANNEXE 4

à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une installation de galvanisation à chaud sur la commune de Carpiquet

Localisation des piézomètres

Projet C23-036-1-R1-V1 : Note d'incidence relative à la pose de piézomètres – Janvier 2024

7



Figure 1 : Localisation du projet et description succincte des abords immédiats (source : Géoportail / date de la prise de vue : 2020)

ANNEXE 5

à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une installation de galvanisation à chaud sur la commune de Carpiquet

Rétentions du site

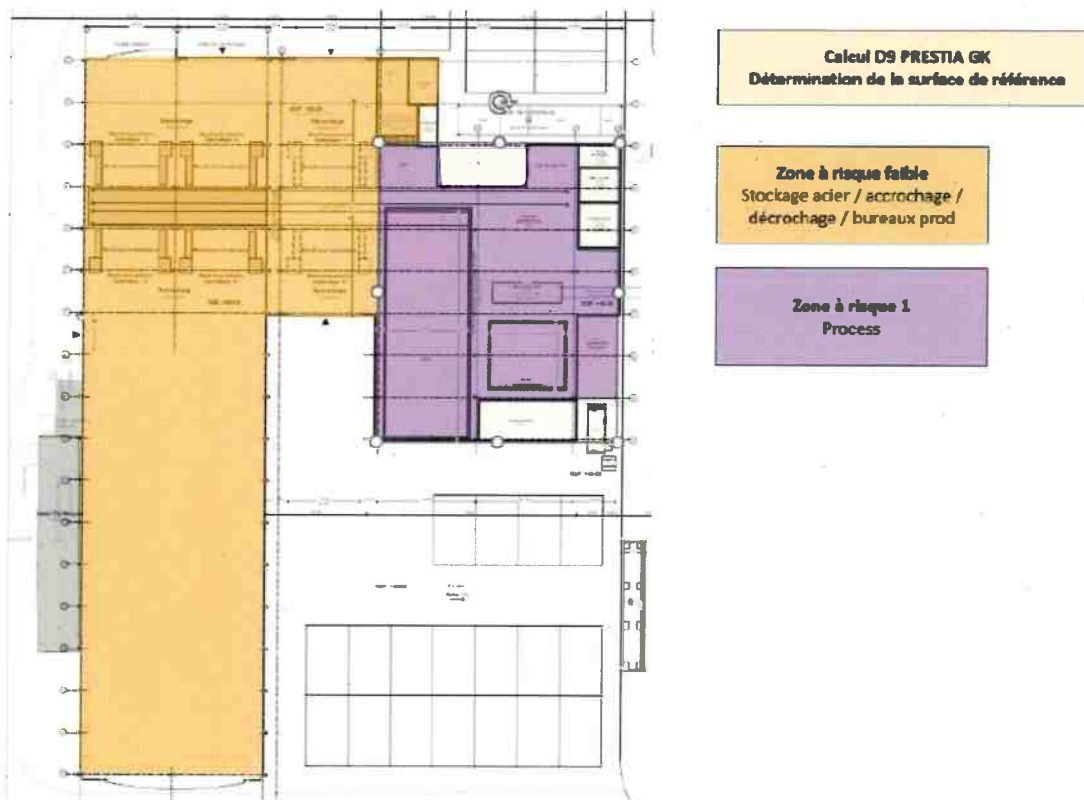


Page 79bis

ANNEXE 6

à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une installation de galvanisation à chaud sur la commune de Carpiquet

Locaux à risques



La zone à risque 1 représente 1 275 m² et la zone à risque faible 3 465 m².